



**RADIO CLASSIQUE**  
**JOURNAL – Le 06/02/2009 – 08:05:18**

**JEAN-LUC**

Nicolas SARKOZY était donc hier soir à la télévision pour expliquer sa politique face à la crise, son intervention était évidemment très attendue et il y a eu quelques annonces.

**MARIE-HELENE DUVIGNAU**

Oui ! Quelques annonces effectivement qui, elles, n'étaient pas attendues. De annonces, notamment Anissa EL JABRI, dans le champ social ?

**ANISSA EL JABRI**

Oui ! Alors, dès le début de son intervention, Nicolas SARKOZY l'a dit : j'ai entendu les inquiétudes des Français, d'où ces pistes livrées aux partenaires sociaux qu'il reçoit à l'Elysée le 18 février prochain : la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu ; une augmentation des allocations familiales ou, encore, pour les personnes âgées qui vivent seules ou les mères de familles seules également, un chèque emploi - service payé par l'Etat. Et puis, Nicolas SARKOZY a aussi parlé d'aller plus loin sur l'indemnisation du chômage partiel. Enfin, il faut noter que le chef de l'Etat n'a pas oublié les entreprises puisqu'il a annoncé la suppression de la taxe professionnelle en 2010, cela, a-t-il dit, afin de préserver l'emploi et de garder des usines en France.

**MARIE-HELENE DUVIGNAU**

Mais alors pour ce qui est des orientations globales, Anissa, pas de changement de cap ?

**ANISSA EL JABRI**

Pas question, en effet, de toucher au plan de relance, il reste bien axé sur l'investissement. Pas de changement, non plus, sur les réformes en cours, l'objectif du non remplacement de 1 fonctionnaire sur 2 est maintenu et sur l'université - et particulièrement le statut des enseignants – chercheurs – d'accord pour discuter sur les modalités, a dit Nicolas SARKOZY, mais le principe est, lui, incontournable.

**MARIE-HELENE DUVIGNAU**

Côté syndicats, que Nicolas SARKOZY doit donc rencontrer le 18 février, les réactions sont plutôt dubitatives. Ils attendaient des mesures immédiates en faveur du pouvoir d'achat, ils sont restés sur leur faim, écoutez par exemple ce que Bernard VAN CRAEYNEST, pour la CFE CGC, a pensé de l'intervention du chef de l'Etat.

**BERNARD VAN CRAEYNEST, PRESIDENT DE LA CFE CGC**

Je dirais qu'il a ouvert un vaste champ du possible, un vaste catalogue, dont je n'ai pas bien saisi ce qu'il était véritablement envisageable selon lui de concrétiser rapidement et j'ai le sentiment que le président cherche plutôt à gagner du temps et ne placent pas véritablement en perspective des mesures concrètes qui seraient appliquées assez rapidement. Alors, bien évidemment, nous allons nous retrouver le 18 mais pour que les choses soient précisées le

plus rapidement possible. Dans les mesures qu'il présente, nous pourrions bien évidemment apporter nos réflexions et nos propositions, mais, in sine, c'est bien à l'Etat et au législateur qu'il appartient de prendre les décisions.

**MARIE-HELENE DUVIGNAU**

Bernard VAN CRAEYNEST, le président de la CFE CGC. Les syndicats doivent se retrouver lundi prochain pour décider des suites à donner leurs actions après la forte mobilisation de la semaine dernière. Pour ce qui est des réactions politiques, le PS, par la voix de son porte-parole, Benoît HAMON, juge que Nicolas SARKOZY était hier soir incohérent, hésitant et ne comprenait pas la crise. Voilà donc pour l'intervention télévisée de Nicolas SARKOZY hier soir et les réactions qu'elle a provoquées. 08:08:17 FIN°